

Bulletin du FMI

RETOMBÉES DE LA CRISE FINANCIÈRE

Le FMI pourrait accorder des prêts à plusieurs des pays touchés

Bulletin du FMI en ligne

22 octobre 2008

- Le FMI ouvre des discussions en vue de nouveaux prêts avec plusieurs pays
- Ces prêts à décaissement rapide seraient assortis de conditions moins nombreuses que dans le passé
- Le FMI conseille également les pays membres sur la riposte à la tourmente financière

Le Fonds monétaire international (FMI), qui a annoncé être en mesure de prêter des milliards de dollars pour venir en aide aux pays touchés par les retombées de la crise financière mondiale, discute d'éventuels programmes de prêts avec plusieurs de ses membres.

« Je me suis entretenu par téléphone avec les dirigeants de plusieurs pays qui ont demandé l'aide du FMI. Des missions ont été envoyées sur place pour évaluer leurs besoins et discuter — lorsque ces pays en font la demande — de programmes susceptibles d'être appuyés par un prêt du FMI », a déclaré le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn.

Le FMI examine à l'heure actuelle la possibilité d'accords de prêt avec la [Hongrie](#), l'Islande, le [Pakistan](#) et l'Ukraine. Il est aussi en pourparlers avec d'autres pays qui pourraient avoir besoin de financements et offre aux autorités de plusieurs économies émergentes ou en développement des conseils confidentiels sur les mesures à prendre pour s'adapter aux turbulences actuelles. Le FMI a fait savoir, le 22 octobre, qu'il ouvrirait également des discussions avec le [Biélorus](#).

Mécanisme de financement d'urgence

« Nous sommes engagés activement, en ce moment critique, auprès des gouvernements de plusieurs pays en vue de leur apporter des conseils économiques, une assistance technique et, le cas échéant, des financements. Nous sommes prêts à agir très vite et dans le cadre d'une conditionnalité rationalisée », a précisé M. Strauss-Kahn.

Dans sa [déclaration](#) du 22 octobre, M. Strauss-Kahn a indiqué qu'une mission du FMI ouvrirait d'ici peu des discussions avec les autorités du Pakistan sur un programme visant à renforcer la stabilité économique et à raffermir la confiance dans le système financier. Le montant des concours apportés par le FMI au titre d'un accord de confirmation reste à déterminer, et M. Strauss-Kahn a ajouté que le financement pourrait se faire dans le cadre du Mécanisme de financement d'urgence du FMI.

Le FMI a activé récemment ce mécanisme — une procédure d'accélération des prêts en période de crise —, qui a déjà été utilisé à six reprises depuis sa création en 1995.

Fonds prêtables

Le FMI dispose de plus de 200 milliards de dollars de fonds prêtables et peut mobiliser des ressources supplémentaires par l'intermédiaire de deux [accords d'emprunt](#) permanents conclus avec des groupes de pays membres de l'institution.

M. Strauss-Kahn — qui a contribué à la mise en place de la réponse internationale aux turbulences financières mondiales lors de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale tenue à Washington du 10 au 13 octobre — a insisté sur le fait que le FMI est en mesure d'accorder très vite, via ses procédures de financement d'urgence, des prêts aux pays membres qui ont besoin d'aide pour faire face à la crise actuelle.

Le FMI estime que les turbulences financières que traversent les économies avancées commencent à ralentir la croissance de nombreux marchés émergents. Selon les [Perspectives de l'économie mondiale](#), l'économie mondiale, confrontée au choc financier le plus dangereux que les marchés matures aient connu depuis les années 30, entre dans une phase de forte contraction de l'activité.

Moins de conditions

M. Strauss-Kahn a expliqué que, même si certaines conditions de politique économique continueront de s'attacher aux prêts du FMI, celles-ci seront moins nombreuses et plus ciblées qu'elles ne l'étaient dans le passé. Il a ajouté que, le FMI étant une institution financière, ses prêts devaient s'accompagner de telles conditions.

Cependant, le Directeur général du FMI a indiqué récemment aux services de l'institution que « la conditionnalité doit correspondre à ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs du programme ... et non pas chercher à résoudre tous les problèmes du monde ». Elle doit avoir un lien direct avec la réalisation des objectifs du programme, a-t-il souligné.

« C'est ainsi que nous pourrions convaincre les pays membres que nous nous appliquons à répondre à leurs besoins et non pas à suivre notre ordre du jour ».

Rôle du Conseil d'administration

Dans le cadre du Mécanisme de financement d'urgence, la Direction du FMI informe le Conseil de son intention d'activer les procédures d'urgence et précise les motifs qui l'incitent à le faire ; un rapport écrit exposant de façon succincte la situation économique du pays concerné est diffusé dès que possible; une fois qu'un accord est trouvé avec les autorités au sujet du programme de prêt, le rapport des services du FMI est diffusé et le Conseil examine la demande de prêt dans un délai de 48 à 72 heures.

Selon les règles en vigueur, la coopération du pays membre avec le FMI dans le passé influe beaucoup sur la vitesse à laquelle FMI peut évaluer sa situation et s'accorder avec lui sur les mesures correctrices nécessaires pour remettre l'économie sur la bonne voie.

Plusieurs pays en attente

Plusieurs pays semblent proches d'un accord avec le FMI sur les modalités d'un prêt. L'Islande cherche à obtenir l'assistance de l'institution et d'un certain nombre de pays pour consolider son économie après l'effondrement de son système bancaire. Le FMI a annoncé qu'une mission entamera des discussions avec les autorités pakistanaises, dans les jours qui viennent, en vue de répondre aux besoins de balance des paiements créés par la flambée récente des prix des denrées alimentaires et des combustibles et par la crise financière mondiale. Les pourparlers engagés avec l'Ukraine et la Hongrie se poursuivent, et l'objectif est d'aboutir à une conclusion rapide.

Les principaux dirigeants mondiaux se réuniront à Washington le 15 novembre prochain afin de s'entendre sur une série de principes en vue de réformer le système financier international. Le FMI, qui sera également présent, a été invité à prendre la tête des efforts déployés pour identifier les leçons à tirer de la crise et réfléchir aux modalités d'ajustement de l'architecture financière internationale et de prise en compte de ces idées dans le cadre du sommet.

La Maison-Blanche a convié à ce sommet les membres du G-20, qui regroupe les pays riches et les économies émergentes et s'était déjà réuni de 1999 après une crise internationale. Les participants seront l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la Corée du Sud, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Russie, la Turquie et l'Union européenne.

Si vous souhaitez réagir à cet article, écrivez à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine*: www.imf.org/imfsurvey